



*Réseau universitaire international de Genève*  
*Geneva International Academic Network*

Villa Rigot, avenue de la Paix 9  
1202 Genève, Suisse  
tél: (41 22) 733 26 92 - fax: (41 22) 734 87 66  
<http://www.ruig-gian.org> - [info@ruig-gian.org](mailto:info@ruig-gian.org)

## **RAPPORT D'ACTIVITES 2005**

# **RESEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENEVE**

Genève, le 3 mars 2006

## 1. Introduction

En 2005, le RUIG a poursuivi sa mission de promotion de collaborations entre le monde universitaire et celui des organisations internationales dans le cadre de projets de recherche. Plusieurs projets approuvés par le RUIG depuis 2001 sont arrivés à terme en 2005 et ont produit des résultats valables sur des sujets aussi divers que la santé mentale, l'eau dans des régions à fortes contraintes, le travail dans des contextes de crises ou les négociations humanitaires. Les résultats de ces projets ont été mis en lumière et relayés; des efforts supplémentaires pour leur mise en valeur seront fournis en 2006. Les autres projets soutenus par le RUIG avancent de manière satisfaisante. Sept nouveaux projets ont été approuvés en 2005 sur des sujets aussi variés que les partenariats publics-privés, les mines terrestres, la santé reproductive ou les tortues marines.

A l'instar de ses partenaires universitaires, le RUIG a également consacré beaucoup d'efforts au dossier "Pôle académique en études internationales à Genève" en 2005. Selon la *Déclaration d'intention* relative à la création du Pôle, présentée à la presse par les autorités fédérales et cantonales le 14 avril 2005, la mission du RUIG devrait être intégrée à celle du Pôle tandis que la fondation elle-même devra disparaître à la fin de 2007. L'Appel d'offres 2006 sera le dernier en tant que tel et la durée des projets sera ramenée à un an. D'intenses discussions concernant le Pôle et l'intégration de la mission du RUIG ont continué au début de 2006 et des conclusions seront annoncées en principe durant la première moitié de l'année.

Ce rapport, tout en mettant l'accent sur l'année 2005, traitera également des événements ayant eu lieu au début de 2006.

## 2. Projets de Recherche

Depuis le lancement de ses activités au printemps 2001 jusqu'à fin 2005, le RUIG a sélectionné et soutenu 32 projets pour un montant total de plus de CHF 8,5 millions dans le cadre de son Appel d'offres annuel. Treize projets ont également été acceptés dans le cadre du programme "Small Grants" pour un montant total d'environ CHF 530'000. Les cofinancements en nature et en espèces apportés par les équipes de recherche et d'autres bailleurs de fonds pour ces projets dépassent CHF 13,5 millions.

### 2.1 Production scientifique et activités de mise en valeur des projets

Plusieurs projets du RUIG approuvés depuis 2001 se sont achevés en 2005 et ont produit des résultats aussi intéressants qu'utiles. Les résultats des recherches sont affichés sur le site web du RUIG où ils font l'objet de nombreux téléchargements. La pérennité de certains de ces projets a été assurée par la continuation d'un financement externe: le Réseau Interdisciplinaire Biosécurité (RiBIOS), par exemple, ou encore le programme "Eau dans des régions à fortes contraintes". Globalement, on dénombre une soixantaine de publications en tous genres, deux systèmes informatiques, une dizaine de programmes de formation ou de cours, et de très nombreux colloques ou conférences internationales ayant eux-mêmes produit des résultats et des collaborations valables.

Les plus importantes de ces manifestations, dont certaines ont pu compter sur la présence de personnalités renommées, sont les suivantes:

- 1) la conférence internationale "Pauvreté, inégalités et violence" organisée par l'OMCT<sup>1</sup> dans le cadre du projet "Les causes structurelles de la violence" (4-6 octobre 2005); Mme Louise Arbour, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, et M. Manuel Tornare, Maire de Genève, sont intervenus lors de la séance d'ouverture;
- 2) la consultation internationale "Un travail décent en réponse aux crises", organisée au BIT comme conclusion au projet du même nom (17-18 novembre 2005); M. Staffan de Mistura, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Irak, s'est exprimé par vidéoconférence en direct du Caire;
- 3) la conférence de travail "Microfinance et politiques publiques", organisée au Centre de Conférences de Varembe dans le cadre du projet "Finances solidaires: vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de micro-finance" (31 octobre – 1<sup>er</sup> novembre 2005); M. Charles Beer, Conseiller d'Etat et Chef du Département de l'instruction publique du Canton de Genève, s'est adressé aux participants lors de la première journée;
- 4) le colloque international "Mondialisation, migrations et Droits de l'Homme", organisé au Centre international de conférences de Genève (16-17 janvier 2006) dans le cadre du projet homonyme; de nombreux hauts fonctionnaires des organisations internationales (HCR, OIM, OIT, GCIM) et un très large panel d'universitaires en provenance de nombreux pays (Argentine, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, France, Inde, Italie, Maroc, Philippines, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tunisie) ainsi que des témoins venus du Kosovo, du Maroc et du Sénégal, ont activement participé aux activités des deux journées.

Par ailleurs, outre les quatre évènements cités ci-dessus, plusieurs conférences de presse ont été mises sur pied au Club suisse de la presse (CSP) pour présenter des projets de recherche et leurs résultats. Dans chaque cas, des invitations puis des communiqués de presse ont été diffusés, tant vers les médias suisses que vers les agences de presse, les médias étrangers et sur Internet. Ainsi, par exemple, le RUIG et l'OMPI ont organisé une présentation du projet "Réseaux de recherche et propriété intellectuelle" le 28 septembre 2005 avec la présence de Mme Clemencia Forero, Ambassadrice de la République de Colombie auprès des Nations Unies à Genève. Le RUIG a également travaillé avec l'OMS pour mettre sur pied deux présentations: la première sur le projet "Maltraitance des personnes âgées", le 30 novembre 2005 avec la participation de Mme Angeline Fankhauser, ancienne Conseillère nationale suisse; la seconde sur le projet "Santé mentale, Droits de l'Homme et législation" le 7 décembre 2005, dans le contexte de la Journée mondiale des Droits de l'Homme que l'OMS consacrait justement cette année à la question de la santé mentale. Le manuel produit dans le cadre de ce projet a déjà été publié en quatre langues (anglais, français, portugais et russe). Les versions en arabe et chinois seront disponibles en 2006.

Afin de mieux mettre en valeur les résultats de recherche, le site web du RUIG a été totalement remanié, tant au niveau de sa ligne graphique que sur le plan technologique. L'objectif était double, à la fois d'améliorer son attractivité en permettant aux internautes de trouver plus facilement l'information qu'ils recherchent,

---

<sup>1</sup> Voir la liste des acronymes à la fin de ce document.

et en même temps de développer des outils permettant une mise à jour facile et rapide du site. Une première étape s'est conclue par la mise en ligne du nouveau site au courant du mois de novembre. L'équipe du RUIG travaille actuellement à son amélioration pour mettre pleinement à profit les possibilités offertes par la technologie dynamique PHP/MySQL qui a été choisie (voir Annexe III).

## **2.2 L'Appel d'offres 2005 et activités de mise en réseau**

La date limite pour le dépôt des projets de recherche dans le cadre de l'Appel d'offres 2005 était fixée au 6 avril 2005. Le montant disponible pour des projets s'élevait à CHF 1'963'000. Entre la période de lancement de l'Appel d'offres et la soumission des propositions, de nombreux entretiens ont eu lieu à la Villa Rigot entre le Secrétaire exécutif, des requérants potentiels et d'autres personnes intéressées par une collaboration avec le RUIG. Dans le même sens, et afin de promouvoir le RUIG et la mise en réseau des différents acteurs, le Président du Conseil de Fondation, le Président du Comité scientifique et le Secrétaire exécutif ont participé à de nombreuses réunions et conférences.

Vingt-sept propositions de projets ont été reçues par le Secrétariat et transmises au Comité scientifique, qui s'est réuni le 30 avril 2005. Après réception de compléments d'information pour quatre de ces projets, conformément à la demande du RUIG, ainsi que la diminution des montants demandés par plusieurs autres projets, le Comité scientifique a conseillé l'approbation de cinq projets, certains sous condition de légères modifications, et a recommandé que sept autres projets soient "recalés", c'est-à-dire modifiés et soumis à nouveau. Dans un cas, le Comité scientifique a suggéré que deux projets soient regroupés et que leurs équipes collaborent pour présenter une seule proposition remaniée. Les recommandations du Comité scientifique ont été approuvées par le Conseil de Fondation le 14 juin 2005, fixant au 6 septembre 2005 la date limite pour la soumission des projets "recalés". Le Comité scientifique s'est réuni le 20 septembre 2005 pour évaluer ces projets. Lors de sa réunion du 30 septembre le Bureau du RUIG, ayant reçu le mandat du Conseil, a approuvé trois de ces projets en conformité avec les recommandations du Comité scientifique. En tout, ce sont donc huit projets qui ont été approuvés pour un montant total de CHF 1'475'971.

Les projets approuvés en 2005 traitent des problématiques suivantes:

- Etudes, travaux et projets Israélo-palestiniens sur l'eau: une évaluation de douze années de coopération;
- Accroître les capacités nationales pour l'élaboration de politiques commerciales en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES);
- Gestion durable de la biodiversité marine: diagnostic environnemental et social autour des tortues marines dans le sud-ouest de l'Océan Indien;
- Evaluer l'équité des services de santé reproductive;
- Implication des acteurs non étatiques armés dans le problème des mines et recommandations pour leur contribution à l'interdiction des mines et à la lutte anti-mines;
- Le potentiel de développement des migrants trans-nationaux dans le secteur de la santé à Genève;

- Promouvoir le travail décent dans la construction et les services apparentés: le rôle-clé des autorités locales;
- Créer une nouvelle dynamique de partenariats publics-privés (PPP) pour un développement harmonieux et durable.

Le RUIG se réjouit de la participation de nombreuses organisations internationales et ONG dans les projets susmentionnés (BIT, CNUCED, OIM, IUCN, OMS, PNUE, UNECE, UNIDIR, WWF entre autres), en plus de celle d'institutions académiques et de recherche du monde entier (Voir Annexe I pour des informations détaillées).

Un reliquat de CHF 487'029 est resté après la sélection définitive des projets dans le cadre de l'Appel d'offres. Ceci s'explique notamment par le fait que trois des projets "recalés" n'ont pas réussi à satisfaire les exigences du RUIG. Le Conseil de Fondation a décidé le 16 novembre de reporter ce reliquat sur le budget de l'Appel d'offres de l'année suivante.

Pour clôturer la procédure d'Appel d'offres 2005, une cérémonie a été organisée le 22 novembre en présence des équipes de recherche de tous les projets adoptés en 2005 et de journalistes. Après une introduction et une courte présentation du RUIG par le Président du Conseil de Fondation, chaque équipe a brièvement exposé les enjeux principaux de leur projet de recherche.

### **2.3 Programme de "Small Grants"**

Depuis le lancement de programme "Small Grants" à la fin de 2001 jusqu'au début 2006, treize projets ont été approuvés. Ce programme permet au RUIG de soutenir des projets présentant de l'intérêt et un caractère urgent pour des montants ne dépassant pas CHF 50'000. Les demandes de "Small Grants" peuvent être soumises à tout moment.

Au cours de l'année 2005, treize demandes de "Small Grants" ont été adressées au RUIG. Deux d'entre elles seulement ont été acceptées. Le premier projet, "AFRICA@home", mené par une équipe du CERN en collaboration avec l'Université de Genève, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et l'Institut Tropical Suisse, vise à fournir une distribution mondiale de ressources informatiques pour aider à la modélisation épidémiologique de la malaria. Le second, mené par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Université de Genève, a pour objectif de développer un guide des coûts encourus par les Etats-parties pour la mise en oeuvre du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (PRTRs). (Voir Annexe II pour des informations détaillées sur tous les projets "Small Grants").

Face à la constatation que la plupart des bonnes propositions de "Small Grants" qui ne parviennent pas à passer le processus de sélection échouent face à une interprétation stricte du critère "d'urgence", le Conseil de Fondation du RUIG a décidé de supprimer cette restriction lors de sa séance du 3 mars 2006. De plus, le Conseil de Fondation a décidé d'élargir les possibilités de financement, autorisant l'utilisation des fonds pour le financement de l'organisation de colloques, conférences et programmes d'enseignement et de formation.

## **2.4 Lancement de l'Appel d'offres 2006**

Les incertitudes concernant l'avenir du RUIG et la possibilité de lancer un appel d'offres en 2006 ont retardé le lancement de ce dernier d'environ six semaines. La date limite de soumission des projets a donc été fixée au 26 avril 2006, soit trois semaines après le délai habituel, ce qui permettra néanmoins au RUIG et à ses partenaires de compléter la procédure de l'Appel d'offres avant les vacances d'été 2006.

Dans le cadre du lancement de l'Appel d'offres 2006, le RUIG a mené de nombreuses activités de mise en réseau. Le Secrétaire exécutif a envoyé un message d'information à la direction de chaque institution universitaire partenaire du RUIG, message qui a été répercuté vers les collaborateurs scientifiques et sur les sites web de chaque institution. Des lettres et une copie de l'appel d'offres ont été envoyées à des responsables d'agences onusiennes, des ONG et de nombreux autres partenaires potentiels. Comme chaque année, deux sessions d'information sur les possibilités de financement offertes par le RUIG ont été organisées. Les séances ont été fréquentées respectivement par une vingtaine de personnes à la session francophone (1<sup>er</sup> décembre 2005) et environ 60 personnes à la session anglophone (18 janvier 2006). Lors de la séance en anglais, Mmes Elisabeth Reusse-Decrey et Anki Sjöberg de l'ONG l'Appel de Genève, et le Dr. Daniel Warner de l'IUHEI ont discuté de leur expérience dans un projet soutenu par le RUIG. La séance en anglais a attiré particulièrement des membres d'organisations internationales, et la séance en français une majorité de personnes issues des institutions universitaires genevoises.

## **3. Pôle académique en études internationales à Genève**

Les discussions concernant la création du "Pôle académique en études internationales" ont considérablement occupé le RUIG en 2005. De nombreux échanges concernant la création du Pôle ont eu lieu dès 2004 et se sont intensifiés en 2005 et au début de 2006.

### **3.1 La "Déclaration d'intention"**

Le projet de création d'un *Pôle académique en études internationales à Genève* a été officiellement annoncé lors d'une conférence de presse le 14 avril 2005 par M. le Conseiller Fédéral Pascal Couchepin, Chef du Département de l'Intérieur, et M. le Conseiller d'Etat Charles Beer, Chef du Département de l'Instruction Publique du Canton de Genève. A cette occasion, les autorités politiques ont exprimé la nécessité d'inclure la mission du RUIG dans le Pôle prévu à l'horizon 2008.

Conformément à la *Déclaration d'intention* relative à la création du Pôle, Mme Maud Krafft a été nommée Coordinatrice de projet et a occupé un bureau à la Villa Rigot. Elle a mené des consultations avec les différents acteurs impliqués dans le projet, soit la Confédération, le Canton de Genève, l'Université de Genève, l'IUHEI, l'IUED, le RUIG ainsi que les organisations internationales sises à Genève. Les locaux du RUIG ont souvent servi de lieu de réunion.

### **3.2 Position du RUIG concernant son intégration dans le Pôle**

Le RUIG estime qu'il relève de l'intérêt général de mettre en commun toutes les énergies disponibles pour œuvrer à la réussite de ce projet ambitieux. Le RUIG a donc

préparé une série de documents expliquant sa position, destiné tant à la Confédération qu'à l'Etat de Genève et aux partenaires de la Fondation. Dans le domaine qui le concerne, soit la collaboration entre OI et universitaires, le RUIG suggère la mise sur pied d'une structure relativement autonome qui fournirait les prestations suivantes: 1) le soutien à des projets de recherche (Appel d'offres et Small Grants); 2) le soutien à des colloques et des conférences; 3) la gestion d'une plateforme de compétences; 4) l'enseignement et la formation.

Quant au soutien des projets et des colloques ou conférences, le RUIG estime important de se tenir à quelques dispositions de base:

- chaque projet doit impliquer un vrai partenariat entre les membres du Pôle et au moins une organisation internationale;
- le processus de sélection des projets devrait être de la nature d'un concours;
- un *Comité scientifique* composé de personnalités de haut niveau et agissant en toute indépendance évalue les propositions de projets.

Le RUIG souhaite que l'insertion de sa mission dans le Pôle s'accomplisse d'une façon garantissant l'esprit et la spécificité de cette mission par rapport aux autres activités du Pôle. La compétence spécifique et distinctive du RUIG est d'être le moteur de la constitution d'un réseau entre le monde académique et les organisations internationales. Il ne serait pas souhaitable de répartir la mission du RUIG dans les cahiers des charges des différents organes du Pôle. Il est indispensable de maintenir un point focal, un groupe de personnes motivées qui œuvre au quotidien à créer cette rencontre entre les deux mondes.

Le RUIG est constitué d'organes au sein desquels les organisations internationales sont représentées et actives. Cela a été un élément central dans la réussite de sa mission de mise en réseau. Selon le RUIG, le Pôle devrait donc comprendre un organe qui permette aux organisations internationales de participer et de faire des suggestions, entre autres au sujet de la définition des priorités thématiques.

#### **4. Financement du RUIG pour la période 2006-2007**

Selon un courrier du Conseiller d'Etat Charles Beer du 20 décembre 2005, le RUIG a été informé que le montant de l'allocation budgétaire en espèces attribuée par la République et Canton de Genève au RUIG pour 2006 s'élèverait à CHF 1'194'000. Ce montant correspond à la subvention de l'Etat de Genève en 2005. L'estimation de la valeur de sa contribution en nature (mise à disposition de la Villa Rigot) demeure inchangée, soit CHF 150'000 par an.

Dans un courrier du Département fédéral de l'intérieur daté du 15 décembre 2005, le Conseiller fédéral Pascal Couchepin informe le RUIG de la décision de diminuer considérablement la contribution de la Confédération par rapport aux années précédentes. Elle s'élèvera à CHF 750'000 pour 2006 et à CHF 500'000 pour 2007, au lieu des CHF 1'350'000 par an habituels. Cette diminution de la subvention est justifiée par la décision de dissoudre le RUIG fin 2007. Plusieurs conditions pour l'utilisation des fonds sont assorties à cette décision. Premièrement, la durée des projets doit être raccourcie de sorte à ne pas dépasser le terme du 31 décembre 2007. Deuxièmement, le solde non utilisé de l'Appel d'offres 2005 sera utilisé dans le cadre de l'Appel d'offres 2006. Troisièmement, conformément à la déclaration d'intention du

7 avril 2005 relative à la création d'un Pôle académique en études internationales à Genève, le RUIG allouera ses ressources libres exclusivement au renforcement des échanges entre les institutions académiques genevoises d'études internationales et les organisations internationales sises à Genève.

Le courrier demande également au RUIG d'établir une planification financière détaillée des coûts à réserver pour sa liquidation ainsi que d'une planification temporelle de ce processus de liquidation, puisque ce n'est que dans la mesure où le RUIG dispose de ressources financières après prise en compte des coûts de liquidation et des frais d'exploitation ordinaires qu'il pourra les allouer à l'encouragement de projets de recherche. L'Appel d'offres 2006-2007 a donc pu être lancé fin novembre 2005, mais les moyens financiers exacts disponibles à cette fin découleront de l'exercice de planification financière qui sera terminé début mars 2006.

Ainsi, le RUIG a reçu confirmation de l'intégration de sa mission dans le futur Pôle, même si les modalités restent à définir sur de nombreux points. La date limite du 31 décembre 2007 est elle aussi confirmée; cela implique que la durée de l'appel d'offres unique 2006-2007 soit raccourcie afin que tous les projets acceptés lors de cette période soient terminés à cette date.

## **5. Collaborations à Genève et au-delà**

Depuis 2001, le RUIG a rassemblé une pléthore d'acteurs dans le cadre des projets de recherche. A Genève, l'Unige a fait collaborer, entre autres, deux instituts, quatre centres, cinq facultés et huit départements différents aux projets soutenus par le RUIG. Les deux Instituts universitaires, IUHEI et IUED, ont également été actifs dans un grand nombre de projets. A cela viennent s'ajouter les contributions des deux écoles polytechniques fédérales suisses et de cinq autres universités suisses. On dénombre d'autre part quelque 16 universités étrangères dans 12 pays différents. Quant aux organisations internationales, on recense au minimum 22 organisations ou programmes liés au système des Nations Unies, en plus du CICR, de l'OMC et du CERN. De plus, 30 ONG sont aussi affiliées aux projets RUIG. On peut par ailleurs noter la participation d'une dizaine de programmes gouvernementaux locaux ou nationaux. Le secteur privé est représenté par des consultants au sein de certains projets. Dans le cadre de plusieurs projets, des financements externes y figurent en provenance de nombreuses sources: Direction du développement et de la coopération suisse, Gouvernement suédois, Gouvernement italien (à travers UNMAS), Commission européenne, Fondation Ford, Fondation Schmidheiny et d'autres.

Le RUIG participe depuis 2003 au groupe de pilotage du *Geneva Humanitarian Forum* (GHF), dirigé par M. Jean-Michel Monod du CICR et membre du Conseil de Fondation du RUIG. L'objectif du GHF est de favoriser l'échange d'expertise entre humanitaires et d'encourager des débats sur des questions de fond. Le site du GHF ([www.genevahumanitarianforum.org](http://www.genevahumanitarianforum.org)) est un portail informatique contenant de nombreuses informations pour la communauté humanitaire et des liens vers les organisations actives dans ce domaine. Le Conseil de Fondation du RUIG a reconnu, lors de sa réunion du 16 novembre 2005, l'utilité et l'intérêt de ce projet, et la nécessité d'éviter qu'un tel outil ne disparaisse. Il a ainsi donné son accord à un hébergement provisoire du GHF à la Villa Rigot comme mesure transitoire si une solution à plus long terme semblait se dessiner. Pour l'instant aucun reprenneur du monde universitaire ou humanitaire ne se profile et le site GHF reste en veilleuse, sans

renouvellement de son contenu, jusqu'à fin 2006, avant d'être fermé ou repris définitivement.

En dehors de la Suisse, le RUIG a continué en 2005 à tresser des liens avec l'*Academic Council on the United Nations System* (ACUNS), en prenant part à sa 18<sup>e</sup> réunion annuelle qui s'est tenue à Ottawa, au Canada, du 16 au 18 juin. Le Secrétaire exécutif du RUIG s'est rendu à cette rencontre qui a réuni des experts et universitaires du monde entier sur le thème général des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les sessions plénières et ateliers concernaient des thématiques variées telles que la prévention et la gestion des conflits; la planification des politiques publiques; le terrorisme et la protection des populations civiles; la sécurité humaine dans les champs de la santé, de l'éducation et de l'économie; les droits humains et le droit international; les organisations régionales et les aspects régionaux de la sécurité humaine. De nombreux documents présentés lors de la réunion sont disponibles sur le site web de l'ACUNS ([www.acuns.wlu.ca](http://www.acuns.wlu.ca)), également accessible depuis le site du RUIG.

Par ailleurs, après la réunion de l'ACUNS, le Secrétaire exécutif s'est rendu dans plusieurs universités prestigieuses de la côte est des Etats-Unis afin d'y mener des consultations sur l'organisation de la recherche et les rapports institutionnels avec les organisations internationales, dans l'optique de l'intégration de la mission du RUIG dans le Pôle académique en études internationales. Il s'est ainsi informé sur les stratégies en vigueur d'incitation à la recherche et les relations que ces institutions entretiennent avec les organisations internationales, au niveau de la recherche comme à celui de l'enseignement et des services. Le Secrétaire exécutif s'est rendu dans les institutions suivantes: Johns Hopkins University et Georgetown University (Washington D.C.), New York University, Columbia University et City University of New York (New York), Yale University (New Haven, Connecticut), Brown University (Providence, Rhode Island). Le rapport du Secrétaire exécutif sur ce sujet est disponible sur le site web du RUIG.

## **6. Organes du RUIG / personnel**

### **6.1 Conseil de Fondation / Bureau**

Le Conseil de Fondation est présidé depuis 2001 par M. Jean-Marie Dufour, dont le mandat courrait jusqu'à la fin de l'année 2006. Lors de sa séance du 3 mars 2006, le Conseil de Fondation a choisi de prolonger son mandat jusqu'à la fixation de la transformation du RUIG.

Aucun nouveau membre ne s'est joint au Conseil de Fondation en 2005. Les institutions académiques continuent d'être représentées par MM. Philippe Burrin, Directeur de l'IUHEI, Michel Carton, Directeur de l'IUED, et André Hurst, Recteur de l'Unige; ce dernier est à son tour représenté au sein du Conseil par le Professeur Gilles Petitpierre. M. Ordzhonikidze, Directeur général de l'ONUG, qui est au bénéfice du statut d'observateur, a été représenté en 2005 par Mme Jennifer de Laurentis, Conseillère politique principale de l'ONUG. Depuis le 3 mars, 2006 le Directeur générale est représenté par son Chef de cabinet, M. Ala Almoman. La Confédération, et plus particulièrement le SER, étaient présents aux séances par l'intermédiaire de M. Gilles Grin, Conseiller scientifique de M. Charles Kleiber. L'Etat de Genève a

également informé le RUIG du fait qu'il a nommé M. Eric Baier, Secrétaire adjoint du DIP, pour le représenter aux réunions du Conseil.

Par ailleurs, trois vacances sont annoncées pour 2006. M. Alain Frank, Ancien Directeur de la Division des relations extérieures à l'OMC, a pris sa retraite; le mandat de Jean-Pierre Laviec, Directeur *ad interim* de l'Institut international d'études sociales du BIT, est arrivé à terme; et Jean-Michel Monod est parti au Koweït pour le compte du CICR. Etant donné que la fermeture du RUIG, fin 2007, n'est pas très éloignée et qu'il pourrait sembler inadapté de chercher de nouveaux membres du Conseil pour une période si réduite, le Conseil de Fondation a demandé à MM. Frank et Laviec de continuer au sein du RUIG, demande qu'ils ont acceptée. M. Monod, quant à lui, se trouvera dans le Golfe Persique, et sera donc dans l'impossibilité de répondre favorablement à cette même demande. De plus, M. Patrick Odier, Associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, a démissionné du Conseil de Fondation à la fin de 2005. Lors de sa séance du 3 mars 2006, le Conseil de Fondation a nommé M. Jérôme Koechlin, Directeur de la communication de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie, pour le remplacer.

## 6.2 Comité scientifique

Suite aux départs successifs de Mme Ellen Hertz, nommée à la Présidence du Comité scientifique d'IUED, et de M. Francesco Giavazzi, au moins deux places étaient vacantes au sein du Comité scientifique. Lors de la séance du Conseil de Fondation du 16 novembre, deux candidatures ont été acceptées, et les mandats des cinq autres membres renouvelés. Les nouveaux membres du Comité scientifique sont:

M. Daniel Mange, Professeur honoraire à la Faculté d'informatique et communications et Directeur du Laboratoire de systèmes logiques, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et; Mme Martine Rahier, Directrice du *NCCR Plant Survival* et Professeure à l'Institut de zoologie (écologie animale et entomologie), Faculté des sciences de l'Université de Neuchâtel (Unine).

Les membres suivants sont toujours actifs au sein du Comité: M. Edouard Dommen (Président du Comité scientifique, ancien fonctionnaire à la CNUCED), M. Maurice Aymard (Administrateur de la Maison des Sciences de l'Homme et Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris), M. Thomas Bernauer (Professeur de relations internationales, Ecole Polytechnique fédérale, Zurich), Mme Laurence Boisson de Chazournes (Faculté de droit, Université de Genève), M. Jeffery Crisp (Directeur de la recherche au secrétariat de la Commission mondiale sur les migrations internationales).

## 6.3 Secrétariat

A la fin de 2005, l'équipe du Secrétariat se compose de: M. Randall Harbour, Secrétaire exécutif (100%), M. Rahul Combernous, Chargé des programmes (100%), Mme Helène Drakopoulos-Simonetta, Chargée d'administration (80%), M. Oran McKenzie, Chargé des programmes "Small Grants" (50%). Durant l'année 2005 le RUIG a également embauché pour des périodes allant de deux à six mois des "civilistes", soit des objecteurs de conscience qui effectuent leurs obligations civiques au sein d'un établissement d'utilité publique à but non lucratif, au lieu d'accomplir leur service militaire. Leurs noms sont MM. Joël Amaudruz, Yvan Mulone et Arne Vogel.

Mme Maud Krafft, Coordinatrice de projet pour le Pôle académique en études internationales, a été embauchée avec des fonds du RUIG et a occupé un bureau à la Villa Rigot à partir du mois de mars 2005 jusqu'au début 2006.

Soucieux de réduire ses frais, le RUIG continue à décentraliser autant que possible auprès de ses partenaires universitaires la gestion d'activités (comptabilité, questions de personnel, informatique) et coopère avec d'autres services de ses partenaires (relations publiques). Le service de comptabilité (Mme Monique Nathoo), l'Unité d'informatique (M. Marcello Fantini) et le service du personnel (Mme Ilse Michel) de l'IUHEI ont apporté un concours précieux au RUIG.

## **7. Conclusion**

Les opérations du RUIG ont véritablement débuté en 2001 avec le lancement du premier appel d'offres qui s'est conclu à la fin de l'année par l'approbation de sept projets. En cinq ans d'activité le RUIG a approuvé 32 projets, souvent très novateurs, dans le cadre de ses appels d'offres. Treize autres projets, approuvés dans le cadre du programme "Small Grants", ont été complétés ou sont en cours de réalisation. Bien que plusieurs projets aient déjà généré des résultats (colloques, livres, articles, sites web, programmes informatiques), c'est en 2005 qu'une quantité importante de réalisations scientifiques sont parvenues au RUIG. Dans la plupart des cas un travail de "mise en valeur" n'est pas achevé et représente un défi important pour le RUIG et ses partenaires.

Le site Internet du RUIG est devenu une vitrine plus performante pour la diffusion des résultats de recherche et d'autres informations concernant le RUIG. Un effort important a été fait pour augmenter la qualité du site et la visibilité des informations qui y sont publiées; en travaillant à l'amélioration du site et à la densification de son contenu, le RUIG a développé un outil utile qui pourrait également servir le rayonnement de la Genève académique et internationale dans le cadre du Pôle académique.

En dehors de son travail lié aux projets de recherche, le RUIG a fait face à de nombreux défis en 2005. Loin d'être le moindre de ces défis est l'initiative pour la création du Pôle académique en études internationales à Genève. Le RUIG contribue dans la mesure de ses possibilités à la création du Pôle et œuvre pour que sa mission y soit pleinement intégrée.

Randall Harbour  
Secrétaire exécutif  
à Genève, le 3 mars 2006

**GLOSSAIRE DES ACRONYMES UTILISES DANS LE TEXTE:**

ACUNS	<i>The Academic Council on the United Nations System</i>
BIT/OIT	Bureau international du Travail/Organisation internationale du Travail
CASIN	Centre d'études appliquées en négociations internationales
CERN	Organisation européenne pour la recherche nucléaire
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSP	Club Suisse de la presse
CUDIH	Centre universitaire de droit international humanitaire
DCAF	Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (Confédération Suisse)
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères (Confédération Suisse)
DFI	Département fédéral de l'intérieur (Confédération Suisse)
DIP	Département de l'instruction publique (Etat de Genève)
EPFL	Ecole polytechnique fédérale de Lausanne
EPFZ	Ecole polytechnique fédérale de Zürich
FSPI	Forum suisse de politique internationale
GCSP	Centre de politique de sécurité, Genève
GHF	<i>Geneva Humanitarian Foundation</i>
GICHD	Centre international pour le déminage humanitaire, Genève
GIPRI	Institut international de recherches sur la paix, Genève
ISN	<i>International Security Network</i> (EPFZ)
IUED	Institut universitaire d'études du développement
IUHEI	Institut universitaire de hautes études internationales

NCCR	<i>National Centre of Competence in Research</i> (Pôle de recherche national)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMCT	Organisation mondiale contre la torture
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PRTR	<i>Pollutant Release Transfer Registers</i>
RIBIOS	Réseau Interdisciplinaire Biosécurité
RUIG	Réseau universitaire international de Genève
UICN	Union mondiale pour la nature
UNECE	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)
UNHCR	Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNIDIR	Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
UNIGE	Université de Genève
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNMAS	Service de l'action anti-mines des Nations Unies
WWF	Organisation mondiale de protection de la nature

## ANNEXE I

### Projets soutenus par le RUIG dans le cadre de l'Appel d'offres

#### Appel d'offres 2005

Les projets approuvés en 2005 sont les suivants:

1. "Accroître les capacités nationales pour l'élaboration de politiques commerciales en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES)". La CITES étant placée sous l'égide du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement), M. Hussein Abaza en assure la coordination, l'équipe étant composée notamment de l'IUED et la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Ce projet veut promouvoir le développement durable en accroissant les capacités des pays en développement et des pays dotés d'une économie en transition à évaluer, concevoir et appliquer des politiques nationales efficaces de commerce des espèces sauvages. La contribution du RUIG s'élève à CHF 300'000.
2. "Etudes, travaux et projets israélo-palestiniens sur l'eau: une évaluation de douze années de coopération". L'objet de cette étude est de recenser tous les travaux, recherches, études et projets réalisés depuis le début des années 1990 dans le cadre de coopération entre Israéliens et Palestiniens et visant à traiter les questions de l'eau dans un contexte de pénurie et de conflits d'appropriation afin de les analyser, et de tirer un bilan de leurs actions. L'Institut genevois de recherche pour la paix (GIPRI) ainsi que l'Université de Genève participent à ce projet. M. Laurent Calligé du GIPRI en est le coordinateur. La contribution du RUIG s'élève à CHF 46'000.
3. "Le Potentiel de développement des migrants trans-nationaux dans le secteur de la santé à Genève". Ce projet propose d'examiner la question des migrants trans-nationaux à travers le prisme commun du pays d'accueil et d'origine en se concentrant sur les professionnels et les étudiants du secteur de la santé. M. Frank Laczko en est le coordinateur, assurant la participation de l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM). L'Unige est l'autre partenaire principal. La contribution du RUIG s'élève à CHF 125'000.
4. "Réseau interdisciplinaire pour une gestion durable de la biodiversité marine: diagnostic environnemental et social autour des tortues marines dans le sud-ouest de l'Océan Indien". Ce projet vise à établir un diagnostic biogéographique sur les tortues marines et leur écosystème mais aussi sociologique sur les populations en interaction avec ces tortues dans la région de Maintirano, et proposer une stratégie de conservation soutenable pour les îles du sud-ouest de l'Océan Indien. Le Musée d'histoire naturelle de la ville de Genève (dont l'ancien directeur, M. Volker Mahnert, est le coordinateur), l'IUED, l'IUCN et le WWF, entre autres, participent à ce projet. La contribution du RUIG s'élève à CHF 250'230.

5. "Implication des acteurs non étatiques armés dans le problème des mines et recommandations pour leur contribution à l'interdiction des mines et à la lutte anti-mines". La problématique de ce projet est adressée par l'ONG l'Appel de Genève (dont Mme Reusse-Decrey assure la coordination) en collaboration avec l'IUHEI et le Service de l'action anti-mines de l'ONU (UNMAS), ainsi que le Centre genevois pour le déminage humanitaire (GICHD). L'objectif de ce projet est de décrire de manière détaillée le rôle complexe que jouent les acteurs non étatiques armés (ANEA) dans le problème des mines antipersonnel (AP) et de proposer des recommandations concrètes pour associer ces acteurs aux efforts déployés en faveur de l'interdiction des mines et de la lutte contre cette arme. La contribution du RUIG s'élève à CHF 120'315.
6. "Evaluer l'équité des services de santé reproductive". Ce projet est conjointement mené par l'OMS (dont Mme Lale Say coordonne ce projet), deux universités au Royaume-Uni et une en Afrique du Sud. Cette étude adoptera une approche d'évaluation systématique de l'équité des services de santé reproductive au niveau de l'utilisateur pour développer un profil d'instruments qui pourraient être appliqués à l'échelon international pour évaluer dans quelle mesure l'usage variable des services de santé reproductive est dû au système de santé ou à des facteurs liés à l'utilisateur. La contribution du RUIG s'élève à CHF 160'000.
7. "Créer une nouvelle dynamique de partenariats publics-privés (PPP) pour un développement harmonieux et durable: sécurité humaine et accès équitable aux ressources dans les pays au stade "pré-PPP". Cette recherche cherchera à examiner si, et dans quelles conditions, les partenariats publics-privés (PPP) peuvent être conçus de façon à intégrer les critères de la paix et du développement durable. Cela inclurait des considérations sur une gestion durable des ressources, sur un accès équitable à ces mêmes ressources, aussi bien que sur leur sécurité, la sécurité dans la région, et la protection des infrastructures. Le projet bénéficiera de la collaboration de l'Unicef (et dont le professeur Paolo Urio est le coordinateur), ainsi que de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) notamment. La contribution du RUIG s'élève à CHF 309'000.
8. "Promouvoir le travail décent dans la construction et les services apparentés: le rôle-clé des autorités locales". Alors que certaines autorités locales ont été proactives en appliquant les meilleures pratiques liées au travail décent, de nombreuses autres ne disposent toujours pas des connaissances nécessaires pour ce faire. Ce projet mené par le BIT et l'Unicef, coordonné par Edmundo Werna (du BIT), aspire à fournir les connaissances utiles pour réduire le fossé entre ces deux postures des autorités locales. Le projet montrera comment l'industrie de la construction pourrait amener une contribution importante à la génération d'emplois et à la qualité du travail. La contribution du RUIG s'élève à CHF 209'000.

Presque toutes les équipes des projets approuvés en 2005 ont soumis tous leurs documents-clés avant la fin de l'année ou au début de 2006 et ont pu démarrer rapidement.

### **Projets approuvés en 2001**

A la fin de 2001, huit projets de recherche avaient été retenus dans le cadre du premier Appel d'offres du RUIG pour un montant total d'environ CHF 2,2 millions. La plupart de ces projets ont démarré pendant le 1<sup>er</sup> semestre de 2002.

1. L'équipe du projet "Le défi social du développement - globalisation, inégalités et protection sociale", coordonné par le professeur Christian Comélieu de l'IUED, en partenariat avec l'UNRISD et l'Unige, avait prévu de publier une partie des recherches sous la forme d'un livre dont la parution était prévue pour l'été 2005. Le Comité scientifique du RUIG a jugé que le rapport de synthèse présenté nécessitait des modifications importantes, qui devraient être effectuées au début de l'année 2006. De nombreux documents concernant ces recherches sont déjà accessibles sur le site du RUIG.
2. Le projet "L'articulation des règles de droit international humanitaire, droits de l'homme et droit pénal applicables aux forces internationales et aux administrations civiles transitoires internationales", mené par le Centre universitaire pour le droit international humanitaire (CUDIH) en collaboration avec le CICR, a pris fin. Un article est actuellement disponible sur le site web du RUIG. Un livre en français et une version abrégée traduite en anglais de celui-ci ont été publiés dans le courant de 2005 et début 2006 respectivement.
3. Le projet "Négocier les conflits d'intérêts liés à l'exploitation de l'eau", coordonné par le professeur Ronald Jaubert de l'IUED, est en cours d'achèvement. Un site web concernant les résultats de la recherche est hébergé sur le site du RUIG depuis janvier 2005. Ce programme recherche-action vise à améliorer l'accès à l'eau et l'efficacité de son utilisation. De nombreux partenaires ont été impliqués dans les recherches: la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), l'OMS, l'Université de Niamey, l'Aga Khan Rural Support Programme en Inde et en Syrie, et l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), parmi d'autres. Deux livres sont en préparation sur la maîtrise de l'eau au sud Niger et en Syrie centrale ainsi que plusieurs articles scientifiques. Un module de formation électronique sur les études d'impacts environnementaux et sanitaires a été réalisé en collaboration avec le programme SUPPREM (*Sustainable Public and Private Environmental Management*) du Campus virtuel suisse. Une brochure sur la gestion de l'eau dans les régions à forte contrainte ainsi qu'un site web complet ont été développés en collaboration avec le RUIG et sont disponibles sur le site web du RUIG. Un ouvrage de 100 pages sur la question est agendé pour le premier trimestre 2006.
4. L'équipe du projet de recherche "Environnement et développement durable: enjeux de la biosécurité", coordonné par le professeur Andràs November de l'IUED, a terminé ses recherches en 2004. Une série de six cahiers ainsi qu'un livre, issus de la recherche ont été publiés. Outre ses publications, l'équipe de ce projet a lancé un "Certificat de formation continue universitaire en Biosécurité"

avec l'Unige, l'IUED et l'Université de Lausanne, et participe au programme d'enseignement à distance (Campus virtuel SUPPREM) pour l'année 2003-2004. Le 3 décembre 2004 s'est tenue à l'Uni-Mail une conférence sur "L'Actualité du Principe de Précaution", en relation avec la publication d'un ouvrage sur le projet. Un lien du site web du RUIG mène au site "RiBios" qui contient de nombreuses informations. Un ouvrage collectif a également été publié dans la Revue européenne des sciences sociales.

5. Le projet "Analyse linguistique et extraction de collocations", placé sous la direction du professeur Eric Wehrli, a pris fin au début de l'année 2004. Plusieurs articles relatant les résultats de la recherche ont paru ou sont en cours de parution. Le logiciel mis au point par l'équipe de recherche a été présenté lors de conférences internationales et de séminaires de recherche. Il est désormais utilisé quotidiennement par les services de traduction de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Des contacts en vue d'étendre son utilisation et de multiplier les langues sont en cours auprès d'autres organisations internationales à Genève. Des publications sont disponibles sur le site web du RUIG.
6. Le professeur Norman Scott, coordinateur du projet "Une proposition de méthode pour promouvoir le partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine", est décédé en mars 2004. Les documents et autres outils de recherche issus de ce projet ont été intégrés dans un projet coordonné par le Dr Daniel Warner de l'IUHEI, étant donné le parallélisme entre ces deux projets (voir projets approuvés en 2003).
7. Le projet "Mise en évidence de l'impact des armes légères sur la santé publique mondiale", coordonné par le Dr Etienne Krug, a produit un rapport conséquent, "Firearm-Related Violence in Brazil" destiné à être intégré au rapport annuel de l'OMS sur la violence. Ce rapport a été présenté lors d'une conférence le 8 novembre 2004 au Palais des Nations. En compagnie de l'Ambassadeur Paul Meyer (Représentant permanent du Canada) et de plusieurs orateurs, le Secrétaire exécutif du RUIG a présenté le RUIG et ses objectifs en introduction aux discussions. Le second volet des recherches, concernant le problème des armes légères au Mozambique, a produit un premier rapport de recherches qui devra être finalisé dans le courant de l'année.
8. Le professeur Jean-Claude Métraux a publié en septembre 2004 le premier ouvrage théorique de la recherche sur le projet "Paix et création sociale: étude de la dynamique paradoxale entre deuils individuels et collectifs". Un second volume, orienté vers les acteurs qui travaillent directement avec des populations traumatisées, était attendu en été 2005 mais a subi des retards importants.

### **Projets approuvés en 2002**

Cinq projets de recherche avaient été retenus dans le cadre de l'Appel d'offres 2002 pour un montant total d'environ CHF 1,2 millions. Sur les cinq projets, quatre ont reçu leur premier versement au courant des années 2002 et 2003. Le cinquième projet a rencontré des difficultés de démarrage et a été annulé par le Conseil de Fondation lors de sa séance du 17 février 2004. Les fonds prévus pour ce projet (CHF 140'000) ont été mis à la disposition de l'Appel d'offres 2004.

1. Le projet "Finances solidaires: vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de micro-finance", coordonné par Bernd Balkenhol du BIT a rendu son rapport intermédiaire en décembre 2004. L'équipe de projet a publié un guide pratique: *Field Work Guide: Efficiency, financial performance and public policy – a survey of the conditions for financial self-sufficiency of microfinance institutions (MFIs)*, en mai 2004. L'équipe est constituée de l'Université de Genève, de l'IUED, de l'Université de Cambridge et du BIT. Durant l'été et l'automne 2004 plus de 40 enquêtes ont été réalisées auprès d'institutions de micro finance à travers le monde. Ces enquêtes visent à identifier les conditions qui déterminent si une institution de micro-finance efficiente arrive à s'autofinancer entièrement. Ces informations sont fondamentales pour justifier un appui des pouvoirs publics (y compris des bailleurs de fonds) à la micro finance dans le plus long terme. Une conférence internationale concernant ce projet s'est tenue en octobre 2005.
2. Le projet "Santé, droits de l'homme, et législation: une attention spéciale à la santé mentale", coordonné par le professeur Philippe Chastonay de l'Unige et le Dr Benedetto Saraceno de l'OMS, a organisé, en novembre 2003, un colloque international de formation pour les pays souhaitant développer une législation sur la santé mentale. Deux ateliers de formation ont eu lieu en Bosnie-Herzégovine et aux Iles Samoa en octobre et novembre 2003. Un ouvrage, "WHO Resource Book on Mental Health, Human Rights and Legislation" est disponible sur le site web du RUIG ainsi que plusieurs versions traduites des recherches. Une conférence de presse a eu lieu pour ce projet en décembre 2005.
3. Le projet "Formation interdisciplinaire au dialogue politique dans le champ de l'éducation", coordonné par le professeur Charles Magnin de l'Unige est en cours de finalisation. Le Bureau international de l'éducation (BIE) de l'UNESCO, partenaire de ce projet, a organisé une conférence intitulée "L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale: bilans et perspectives" qui a eu lieu du 5 au 7 septembre 2004 à Genève. Des programmes de formation pour 40 hauts fonctionnaires dans les ministères de l'éducation de 11 pays ont déjà pris place. Des publications émanant de ce projet ont été diffusées durant 2005 et une seconde publication est agendée pour le début 2006.
4. Le projet "Analyse des causes de la violence, y compris la torture, à travers le filtre des droits de l'homme: relation entre facteurs socio-économiques et facteurs institutionnels", coordonné par Eric Sottas de l'OMCT, prépare une analyse empirique qui démontre, tant au niveau micro que macro, une corrélation entre violence et inégalités socio-économiques. Des évaluations des situations de violence et de respect des droits économiques, sociaux et culturels ont été préparées, ainsi que des enquêtes de situations nationales dans cinq pays (Afrique du Sud, Argentine, Egypte, Népal et Ouzbékistan) menées par des chercheurs et des organisations basés dans les pays concernés. Une conférence internationale s'est tenue à Genève en octobre 2005 sur ce projet.

### Projets approuvés en 2003

A la fin de 2003, sept projets de recherche avaient été retenus dans le cadre du troisième Appel d'offres du RUIG pour un montant total d'environ CHF 2 millions. La plupart de ces projets ont démarré fin 2003 et début 2004. Il est intéressant de noter que plusieurs membres des équipes proviennent d'universités hors de Genève ou hors de Suisse romande. Dans le courant 2005, le RUIG a reçu des rapports intermédiaires et des "outputs" résultant de ces projets. Les projets qui avaient été retenus sont les suivants:

1. "Régimes de dialogue social: droits des travailleurs, négociation collective et définition négociée des politiques". Ce projet de recherche analyse les déterminants structurels (économique, social, culturel, institutionnel), ainsi que les effets socio-économiques des "régimes de dialogue social" - des régimes sociopolitiques dans lesquels les travailleurs jouissent de la liberté de constituer des organisations de leur choix, de négocier collectivement leurs conditions de travail, et de participer à travers leurs associations à la conception et à la mise en oeuvre des politiques qui affectent leur existence. La coordination du projet a été transférée du Dr Lucio Baccaro du BIT, au Prof. Ritschard de l'Unige.
2. "Bases de données génétiques humaines: vers un cadre éthique global". L'équipe de ce projet étudie les conditions sous lesquelles des bases de données génétiques humaines peuvent être établies, conservées et exploitées d'une manière éthique. Le projet est coordonné par le Dr Alexander Capron de l'OMS, en collaboration avec l'Unité de recherche et d'enseignement en bioéthique de l'Unige. De nombreux articles émanant de ce projet ont été publiés entre 2004 et 2005.
3. "Mondialisation, migration et droits de l'homme". Ce projet vise à établir un état des lieux du phénomène migratoire dans une double perspective à la fois interdisciplinaire et empirique. Cette double approche doit permettre de décrire et d'évaluer le phénomène migratoire dans ses deux formes dominantes: la migration économique (travail) et la migration politique (asile). Il est coordonné par le professeur Pierre Dasen de l'Unige, avec la participation de l'IUHEI, du BIT et du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Le CUDIH s'est joint à ce projet à la fin 2004. Un colloque international a pris place en janvier 2006 sur cette problématique.
4. "Faciliter la communication multilingue et multiculturelle sur Internet: base de connaissances et interfaces informatiques". Le groupe Interfaces des Systèmes d'Information de l'Unige, la Fondation *Universal Networking Digital Language* (UNDL) et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) se sont associés au professeur Gilles Falquet de l'Unige pour la réalisation d'un projet visant à favoriser la communication multilingue et multiculturelle sur Internet en utilisant l'*Universal Networking Language* (UNL), un langage artificiel. A la différence des systèmes de traduction automatique, le système UNL ne traduirait pas directement un texte d'une langue source vers une langue cible, mais le rédacteur d'un texte écrirait directement en UNL, et ce texte pourrait ensuite être transformé automatiquement dans une langue cible.

5. "Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence: procurer aux agents de soins de santé primaires les moyens de traiter ce problème à l'échelle mondiale". Le Dr Alexandre Kalache de l'OMS et le professeur Charles-Henri Rapin du Centre interfacultaire de gérontologie (CIG) de l'Unige, en association avec des établissements de huit pays, ont mis sur pied ce projet visant à analyser et à répondre à un problème sociétal important mais qui reste caché, celui de la maltraitance des personnes âgées. Des séminaires ont eu lieu en 2004 et 2005 à l'OMS, ainsi qu'une conférence de presse en Novembre 2005.
6. "Changements climatiques, hydrologie des montagnes et contraintes institutionnelles à l'échelle internationale et locale". Ce projet combine des méthodes hydrologiques et des analyses socio-économiques pour anticiper l'évolution future des climats, et notamment les conséquences qu'elle aura dans les régions montagneuses. Ce projet est coordonné par le professeur Urs Luterbacher de l'IUHEI, en collaboration avec l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich (EPFZ), l'Unige, la Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles (IDNDR), et l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Le rapport intermédiaire du projet est en cours de rédaction. Il s'agit d'un des rares projets approuvés pour une période de trois ans.
7. "Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle". Ce projet conduit une étude de l'emploi et des dimensions socio-économiques qui s'y rattachent dans le contexte des conflits armés, des crises socio-économiques ainsi que des catastrophes naturelles. Ce projet est coordonné par le Dr Daniel Warner de l'IUHEI, en collaboration avec le BIT, l'Unige, l'IUED, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNHCR. Le projet coordonné par le professeur Norman Scott, décédé en mars 2004, a été intégré dans celui-ci, étant donné une correspondance entre les domaines de recherche. Un rapport en trois volumes a présenté les résultats de ce projet lors d'une conférence au BIT en Novembre 2005.

#### **Projets approuvés en 2004**

A la fin de 2004, sept projets de recherche avaient été retenus dans le cadre du troisième Appel d'offres du RUIG pour un montant total d'environ CHF 1,7 millions. La plupart de ces projets ont démarré fin 2004, à l'exception d'un seul qui n'a pas pu réunir les cofinancements nécessaires et a donc été annulé. Le reliquat de ce projet a été versé à l'Appel d'offres 2005. A la fin 2005, le RUIG a reçu des rapports intermédiaires de plusieurs de ces projets. Les projets qui avaient été retenus sont les suivants:

1. "Pays en développement et système de règlement des différends de l'OMC: analyse des stratégies visant à renforcer la capacité juridique d'un pays en développement". Ce projet est coordonné par Mme Yvonne Apea, de l'*International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)*, en collaboration avec l'IUHEI, l'*Advisory Centre on WTO Law (ACWL)* et le Département d'économie politique de l'Unige, entre autres. Ce projet vise à analyser et à aider les pays en voie de développement à mieux comprendre les

choix et les stratégies qui s'offrent à eux pour faire avancer leurs objectifs et défendre leurs droits commerciaux par le biais de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une conférence régionale a eu lieu à Jakarta en janvier 2006.

2. "Réseaux de recherche et propriété intellectuelle: schéma visant à soutenir les chercheurs des pays en développement dans la promotion, la protection et l'exploitation des résultats de leurs recherches dans le domaine de la santé". Coordonné par Mme Cynthia Cannady, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), en collaboration avec l'IUHEI, les Hautes études commerciales (HEC) de l'Unige, l'*International Institute for Management Development* (IMD), l'Institut Tropical Suisse et le *Council on Health Research for Development* (COHRED), ce projet vise à développer un modèle pour renforcer les capacités des pays en développement à protéger et valoriser pour eux-mêmes les résultats de leur recherche et développement (R-D) dans le domaine de la santé. Le projet a déjà procédé à l'élaboration de rapports de recherche, des modules de formation et à la mise sur pied des réseaux R-D en Afrique francophone et en Colombie. Une conférence de presse le concernant s'est tenue en Novembre 2005.
3. "Nouvelle configuration et nouvelles techniques de gestion des chaînes de valeur des multinationales: Conséquences sur les petites et moyennes entreprises du Nord et du Sud". Ce projet vise à examiner les nouvelles configurations et les nouvelles techniques de gestion utilisées par les multinationales pour organiser et gérer leurs chaînes internationales de valeur, afin de mieux comprendre les différents types de coopération entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les très grandes entreprises à travers le monde. Le Professeur Paul Dembinski de l'Université de Fribourg, en est le coordinateur, en collaboration avec l'OCDE, et la CNUCED notamment.
4. "Événements internationaux et évictions forcées: lumière sur les Jeux Olympiques". Ce projet est coordonné par Mme Nathalie Mivelaz, du *Centre On Housing Rights and Evictions* (COHRE), en collaboration avec l'IUHEI, l'Institut d'architecture de l'Unige, ONU-HABITAT, le Conseiller spécial pour le sport au service du développement et de la paix de l'ONU, et plusieurs universités nord-américaines. Partant de l'exemple des Jeux Olympiques, les recherches auront pour but d'examiner le phénomène des évictions dans le cadre de la préparation des Jeux Olympiques. L'équipe de recherche analysera les lois internationales en matière de droits de l'homme qui s'appliquent aux différents acteurs, tels que la ville hôte, le Comité international olympique (CIO) et les sponsors olympiques. Les acteurs concernés, comme le CIO, seront consultés et engagés dans le processus. Un ensemble de lignes directrices ainsi que d'autres propositions concernant les évictions forcées pour la préparation des Jeux Olympiques seront présentées. Ce projet a déjà présenté son rapport intermédiaire, qui fait état d'une bonne progression de la recherche.
5. "Violences urbaines et politique de sécurité: pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain". Ce projet est coordonné par le professeur Yves Pedrazzini du Laboratoire de Sociologie Urbaine (LaSUR) de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), en collaboration avec ONU-

HABITAT, et le *Small Arms Survey* de l'IUHEI. Le projet concerne les politiques d'aménagement de l'espace urbain dans des contextes de violence et d'insécurité. A partir d'études de cas réalisées à Barcelone et Bogotá, le projet analyse les moyens tant publics que privés mis en oeuvre pour répondre à la demande de sécurité des citoyens. A partir de cette réflexion, les recherches-actions développeront un programme d'échange de villes à villes par le biais du Programme de l'ONU-HABITAT "Pour des Villes plus Sûres". Ce projet a présenté son rapport intermédiaire faisant état de l'avancement des recherches en Colombie.

6. "Genre et droits en matière de santé de la reproduction: une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour des pays francophones". Coordinné par la professeure Fenneke Reysoo de l'IUED, en partenariat avec le Département Santé et Recherche Génésiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce projet vise à mener des recherches sur les différents aspects du comportement sexuel des jeunes en Afrique francophone. Les résultats de ces recherches contribueront à la mise au point de matériels de formation en français qui permettra aux prestataires de services de santé de délivrer des soins dans le respect des droits et de l'égalité entre les sexes, notamment pour les jeunes. Ce projet a remis son rapport intermédiaire qui fait état d'une avance positive dans la recherche.

## ANNEXE II

### **Projets soutenus par le RUIG dans le cadre du Programme de "Small Grants"**

Depuis le lancement de programme "Small Grants" à la fin de 2001 jusqu'au début 2006, treize projets ont été approuvés dans le cadre du programme. Celui-ci permet au RUIG de soutenir des projets présentant de l'intérêt et un caractère urgent pour des montants ne dépassant pas CHF 50'000. Les demandes de "Small Grants" peuvent être soumises à tout moment.

Au cours de l'année 2005, treize demandes de "Small Grants" ont été adressées au RUIG. Deux d'entre elles seulement ont été acceptées:

1. **"AFRICA@home"**, mené par M. Silvano de Gennaro du CERN en collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, l'Université de Genève, l'Institut tropical Suisse et les ONG ICVolunteers et Informaticiens sans Frontières. L'objectif du projet est de fournir une distribution mondiale de ressources informatiques pour aider à la modélisation épidémiologique de la malaria. Les modèles de simulation de la dynamique de transmission et des effets sur la santé de la malaria sont des outils essentiels aux politiques de lutte contre la maladie mais ils requièrent de très importantes ressources informatiques. L'Institut tropical Suisse a développé un modèle informatique qui requiert beaucoup plus de puissance de calcul que celle dont ils disposent, pour être testé et validé. L'équipe du projet "AFRICA@home" a développé une application nommée MalariaControl.net et un site Internet pour la diffuser ([www.africaathome.org](http://www.africaathome.org)). Les personnes qui téléchargeront et installeront le programme pourront ainsi "prêter" la puissance de calcul de leur ordinateur quand ce dernier est en veille. Le site Internet est en ligne depuis début janvier 2006 et les premiers résultats sont déjà analysés par l'Institut tropical Suisse. L'équipe de recherche a présenté le projet lors de nombreux événements publics où il a été très bien accueilli. Avec un financement du RUIG de CHF 46'000, l'équipe a pu générer CHF 83'500 de cofinancement et réaliser, en moins de six mois, un projet qui apporte une réelle contribution à cette priorité internationale qu'est la lutte contre la malaria.
2. **"Guide des coûts de mise en oeuvre du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (PRTRs)"**. Ce projet est mené par Dr Laura Altinger de la Division d'analyse économique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en collaboration avec Dr Kevin Wilkinson du Département de chimie inorganique, analytique et appliquée de l'Université de Genève. Il a pour objectif de développer un guide des coûts pour assister les pays dans la mise en oeuvre du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants (PRTRs) en proposant de l'information et des propositions d'économie. L'équipe de recherche va d'abord récolter une grande quantité de données sur le terrain, puis ils vont développer une interface permettant d'accéder et d'utiliser facilement l'information. Le financement du RUIG se monte à CHF 48'064, à quoi il convient d'ajouter CHF 88'000 de cofinancement de la part de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et de l'Université de Genève.

Les autres "Small Grants", acceptés entre 2001 et 2004, sont:

1. Le projet "**Conservation, pauvreté et inégalités**" est coordonné par Gonzalo Oviedo de l'Union mondiale pour la nature (IUCN) en collaboration avec Pascal van Griethuysen de l'IUED. Le projet explore comment les activités de conservation peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté, en examinant les liens entre les injustices sociales, la pauvreté, les ressources naturelles et les droits humains. La recherche considère les opportunités et les limites de l'utilisation d'une approche intégrée à la conservation et à la réduction de la pauvreté, dans le contexte des économies de marché contemporaines. Ce projet a été présenté lors du troisième congrès de l'IUCN qui a eu lieu à Bangkok, Thaïlande, entre le 17 et le 25 novembre 2004. La contribution du RUIG à ce projet s'élève à CHF 43'500.
2. "**Elaboration d'une méthodologie pour estimer les coûts d'amélioration de l'accès aux services d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable à un niveau national**", sous la direction du professeur Fabrizio Carlevaro de l'Unige, en collaboration avec l'OMS et la Banque Mondiale. L'objectif de ce projet est de développer une méthodologie destinée à des pays en voie de développement sur la façon de rassembler et d'estimer les coûts d'amélioration de l'accès aux services d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable, en tenant compte de la conservation de l'écosystème des sources. Le projet a été approuvé en janvier 2004 pour un montant de CHF 47'600.
3. "**Etude de terrain sur les négociations humanitaires**". Ce projet dirigé par le Dr Hugo Slim du Centre pour le dialogue humanitaire a été approuvé en janvier 2004. Cette étude de la pratique sur le terrain des négociations humanitaires analyse les facteurs qui empêchent ou permettent des négociations humanitaires réussies dans quatre pays, tous en situation d'urgence humanitaire. Un guide comportant des méthodes et des recommandations pratiques pour la conduite des négociations par les acteurs humanitaires a été publié fin 2004. Plus d'un millier de copies de ce manuel ont été commandées par des agences qui travaillent dans le domaine humanitaire pour distribution au personnel sur le terrain. Ce projet a été mené avec la collaboration du CICR, de l'IUED, du UNHCR et du Programme plurifacultaire en action humanitaire (ppAH) de l'Unige. La contribution du RUIG à ce projet s'élève à CHF 31'800.
4. "**Renforcer l'accès aux informations sur l'environnement et le développement durable pour les utilisateurs-clefs et le public en développant des méthodes et des outils innovateurs pour le SMSI PrepCom-2**", coordonné par le Dr Hy Dao du département de géographie de l'Unige, en collaboration avec HEC et le PNUE/GRID-Genève. Ce projet vise à examiner comment les technologies de l'information et de communication (ICTs) peuvent permettre d'améliorer l'accès aux données et aux informations sur l'environnement et le développement durable pour le grand public. L'équipe de recherche a développé un exemple concret d'application pour la deuxième réunion du Comité de préparation (Prepcom-2) du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) qui a eu lieu à Genève du 17 au 25 février 2005. La contribution du RUIG à ce projet s'élève à CHF 41'900.

5. **"Vers une couverture sociale généralisée et équitable en Afrique. Mettre en place des mécanismes efficaces d'articulation entre les efforts publics et les communautés de base en matière de protection sociale"**. Le BIT, la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Unige et l'Institut des sciences sociales et pédagogiques de l'Université de Lausanne collaborent afin de mener à bien un projet visant à trouver des solutions pratiques à l'extension de la couverture sociale en Afrique. L'équipe de recherche essaie d'identifier des mécanismes d'articulation des initiatives publiques et privées dans la pratique, d'analyser leurs caractéristiques et leur adaptabilité aux différents contextes dans plusieurs pays en développement, et de promouvoir les résultats de la recherche auprès des partenaires sur le plan international. Ce projet, coordonné par le professeur Yves Flückiger de l'Unige, a été approuvé en janvier 2004 pour un montant de CHF 46'675.
6. **"Pays en voie de développement et processus de négociation commerciale"**, présenté par les Professeurs Pierre Allan (Unige) et Cédric Dupont (IUHEI) en collaboration avec l'OMC. Ce projet, approuvé en mars 2003, a donné lieu à un programme de formation pour des diplomates des pays en voie de développement les 16 et 17 novembre 2003 au Palais des Nations à Genève. Ce programme a connu un large succès avec la participation d'une centaine de diplomates, la présence de spécialistes en négociation commerciale internationale et celle de MM. Supachai Panitchpakdi et Rubens Ricupero, respectivement Directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 35'205.
7. Conférence **"EnviroInfo 2004"** qui a eu lieu au CERN du 21 au 23 octobre 2004. Ce projet, mené par M. Philippe Minier du Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement de la République et canton de Genève, a été approuvé en décembre 2003. La conférence internationale pour l'informatique appliquée à la protection de l'environnement, dénommée "EnviroInfo 2004", est destinée à l'ensemble des professionnels européens de l'environnement public et privé et des spécialistes du domaine de l'informatique et des systèmes d'information (universités, centres de recherche, sociétés privées de logiciels). Le RUIG soutient le développement par l'Unige (service informatique) d'un outil Internet pour l'appel à contribution ("Call for Papers"), la publication des documents scientifiques et des résultats sur Internet, et la participation de chercheurs de pays en voie de développement à la conférence. Ce projet est mené en collaboration avec le CERN, l'UNITAR, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Unige. La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 40'000.
8. **"Recherche opérationnelle pour le renforcement de la surveillance sanitaire en vue d'une amélioration des conditions de vie des populations des pays défavorisés de la région EURO de l'Organisation mondiale de la santé"**, approuvé en juillet 2003. L'OMS et l'Unige ont mis sur pied ce projet afin de fournir rapidement aux ministères de la santé de plusieurs pays de la région EURO de l'OMS (les Balkans, le Caucase, l'Asie Centrale, l'Europe de l'Est) un modèle d'utilisation du "HealthMapper", outil d'aide à la décision en matière de santé publique. Les deux responsables sont le M. Jean-Pierre Meert (OMS) et le

professeur Charles Hussy (Unige). La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 35'165.

9. **"Série de réunions d'information sur l'Afghanistan"**. L'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et le RUIG ont organisé début 2002 des cycles de réunions destinés aux futurs membres des missions d'aide humanitaire et de rétablissement de la paix en Afghanistan, ainsi qu'aux personnes amenées par leur travail à suivre les développements en Afghanistan. La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 27'253.
10. **"Négociation des accords commerciaux: de la théorie à la pratique"**. Le professeur Cédric Dupont de l'IUHEI, en collaboration avec l'OMC et trois universités nord-américaines, a mis sur pied ce projet composé d'un cours spécialisé sur la négociation commerciale, comprenant une simulation de négociation commerciale. La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 45'080.
11. **"Colloque IUED: Désastres annoncés - Prévention, urgence et développement de capacités locales, 1 et 2 février 2002"**, mené par M. Emilio Luisoni de l'IUED, ce projet vise à mieux comprendre quels sont les mécanismes qui peuvent renforcer à long terme la capacité de résistance des populations lorsqu'elles sont confrontées à des catastrophes naturelles. La contribution du RUIG pour ce projet s'élève à CHF 15'880.

A l'instar des projets de l'Appel d'offres, le soutien du RUIG aux "Small Grants" est conditionné par la contribution de l'équipe du projet en cofinancements en espèces et/ou en nature.

## ANNEXE III

### Site Internet du RUIG

Afin de mieux diffuser des résultats de recherche de plus en plus nombreux, le site Internet du RUIG a été complètement remanié. Une nouvelle mise en page, une nouvelle structure et une nouvelle technologie: tout a été fait pour que le visiteur trouve rapidement l'information qu'il recherche et pour faciliter la mise à jour du site. En ligne depuis la mi-novembre ce nouveau site n'a pas vécu assez longtemps pour qu'il soit intéressant de comparer ses statistiques à celles de l'année dernière. Nous allons donc plutôt présenter ici les principales nouveautés du site.

#### Le public

Le premier public visé par cette refonte du site est constitué de toute personne intéressée aux projets soutenus par le RUIG, qui voudrait être informée des événements liés à un projet, télécharger les résultats du projet ou encore trouver qui constitue l'équipe de recherche. Pour faciliter la navigation entre les différents projets du RUIG sur le site, il est dorénavant possible de chercher par mot-clé, par thème, par pays ou par année. Chaque projet a maintenant une page spécifique, proposant à la fois un résumé du projet, le montant de la subvention du RUIG, l'équipe de recherche et les éventuels résultats de recherche à télécharger. Les informations proposées sur la page d'accueil – nouveautés, conférences, derniers résultats de recherche – sont toujours à jour car la page est générée dynamiquement à chaque visite.

L'autre public pour lequel la nouvelle structure du site a été réfléchi est composé des porteurs de projet potentiels (Appel d'offres ou Small Grant) et des coordinateurs des projets acceptés. L'information les concernant a été entièrement revue et est présentée de façon logique et claire dans une série de rubriques permettant de trouver facilement la réponse à des questions spécifiques. Deux sections FAQ (*Frequently Asked Questions*) ont également été rédigées à cette intention.

#### La technologie

Le nouveau site du RUIG repose sur l'utilisation de la technologie dynamique PHP/MySQL, ce qui signifie que toute l'information est contenue dans une base de données à partir de laquelle sont générées automatiquement les différentes pages du site. Ceci représente plusieurs avantages. Pour le visiteur d'abord, c'est cette technologie qui permet d'offrir des pages toujours à jour (par exemple, le site reconnaît tout seul si une conférence est "à venir" ou "passée", et il l'affichera donc au bon endroit), de naviguer plus facilement entre les projets et les "outputs", d'avoir une mise en page réellement unifiée, etc.

Un autre avantage substantiel de cette technologie est la facilité avec laquelle le site peut être entretenu. Plus besoin de changer la même information sur toutes les pages du site où elle se trouve, il suffit maintenant de la corriger une fois dans la base de données et elle sera automatiquement mise à jour partout. De même, des interfaces simples et intuitives sont actuellement développées pour permettre d'ajouter, d'éditer ou d'effacer facilement l'information contenue dans la base. Il ne sera plus nécessaire d'avoir des compétences spécifiques pour mettre à jour le site et tout le personnel du

secrétariat pourra donc participer à cet effort de diffusion des projets soutenus par le RUIG et de leurs résultats.

### **L'avenir**

Le stockage de l'information dans une base de données permet d'imaginer de nombreuses autres applications. Il est d'ores et déjà possible d'interroger la base de données pour obtenir des informations statistiques variées sur les projets: comment se répartissent les projets dans les différents thèmes, qui sont les partenaires académiques et internationaux qui participent le plus aux projets, la liste des résultats par projet, etc. Cet aspect doit encore être développé pour que le RUIG tire pleinement profit de cette nouvelle architecture de l'information. D'autres modules sont également prévus pour ajouter à la base de données l'information nécessaire au fonctionnement administratif du RUIG. Il s'agit, par exemple, d'intégrer la liste d'adresses complète du RUIG ou encore un agenda partagé, toujours afin de centraliser l'information et de faciliter son utilisation.

En ces temps d'incertitude quant à l'avenir du RUIG, c'est un avantage important que de pouvoir réutiliser facilement l'information. Puisque stockée rationnellement dans la base de données, il sera très facile de transférer et de réutiliser toute l'information relative aux projets de recherche dans une nouvelle structure, par exemple si la mission du RUIG venait à être intégrée au futur Pôle académique en relations internationales.